.

Libération 20/10/2026

Ce que les casseurs nous disent, parfois malgré eux, par Edouard Louis
Ecrivain

Lors de la manifestation du 17 octobre, des centaines de milliers de personnes se sont réunies à travers le pays pour s'exprimer, pour protester ensemble, pour chanter, pour afficher une volonté de changement radical en politique – vers plus de justice sociale, d'égalité et de redistribution des richesses.

Pour l'écrivain, la question n'est pas de savoir si ce qu'ils font est bien ou mal. Mais pourquoi le font-ils ? Regardons ce que leurs actes racontent de la violence sociale en France.

Dans le même temps, à Paris, à Lyon ou encore à Marseille et à Limoges, plusieurs milliers d'individus ont fait basculer la journée vers une déflagration d'émeutes : des commerces ont été vandalisés, pillés. Des vitrines ont été brisées, des kiosques et des voitures ont été brûlés. La place de la République à Paris a été saccagée, le boulevard de Magenta a été défiguré. A Limoges, l'hôtel de ville a été incendié, à Lyon, l'office du tourisme a lui aussi été réduit en cendres.

Depuis, au lendemain des événements, des voix s'élèvent de droite à gauche, pour dénoncer ces actes de saccage et de destruction. Des centaines de vidéos circulent sur les réseaux sociaux, qui montrent des commerçants désespérés, parfois en pleurs, devant leur magasin dont il ne reste plus rien.

Face à ces images, principalement deux types de discours se font entendre.

Le premier, majoritaire, consiste à condamner violemment les émeutiers, appelés «les casseurs» et à réclamer à leur encontre les peines de justice les plus sévères possibles. Ces casseurs auraient fait basculer la France «dans le chaos», auraient, à travers leurs actes, ciblé la République dans son ensemble. C'est le discours de la droite et de l'extrême droite, des socialistes toujours prêts à reprendre les éléments de langage du gouvernement, par crainte de ne pas apparaître comme assez respectables.

Vautours de l'extrême droite

Le deuxième type de discours insiste sur le fait que ces «casseurs» n'ont «rien à voir» avec les manifestations. Que, malheureusement, ils desservent le mouvement social en cours, qu'ils en donnent une mauvaise image. Que l'extrême droite, comme elle est déjà en train de le faire, va se saisir de ces événements pour appeler à l'ordre et à la répression.

Les vautours de l'extrême droite n'attendent effectivement que les cadavres de boutiques incendiées et les restes d'abris bus calcinés pour nourrir leur discours

abject. C'est de cela qu'une partie de la gauche est consciente, et c'est pour cette raison qu'elle insiste sur le fait que les émeutes, les casseurs et les pilleurs n'ont rien à voir avec le mouvement social.

Mais tous ces discours ont en commun de faire comme si cette entité, «les casseurs», était réelle. Comme s'il existait d'un côté des manifestants exaspérés par la situation politique, qui avaient choisi de défiler dans le calme, et de l'autre côté, des individus qui auraient choisi, sans aucun rapport avec le contexte, de commettre des violences.

Cette analyse de la situation opère une division entre deux catégories de population : une première partie, les manifestants authentiques, qui seraient portés par une colère politique et déterminée socialement à agir, et de l'autre, des individus isolés, agrégés, qui ne serait guidés que par des passions de destruction et de désordre.

Mais comment ne pas voir que ce week-end, ceux qui cassaient et pillaient avaient tous un air de familiarité ? Qu'ils semblaient tous, en tout cas très majoritairement, provenir de milieux populaires, qu'ils en portaient les vêtements, les casquettes, les baskets, qu'ils parlaient, comme on peut l'entendre sur les vidéos, avec des accents et des expressions populaires ?

Comment ne pas voir qu'ils étaient, en grande partie, des hommes racisés, noirs et arabes, de ceux que la société française depuis des décennies parque dans des cités insalubres, réduit à la pauvreté, de ceux à qui l'on réserve des lycées dégradés, infestés de rats ou de cafards, de ceux qui ne peuvent traverser les villes sans être contrôlés et humiliés par la police ?

Conditionnement social

Le fait que les émeutiers semblent en grande partie provenir d'un même univers social devrait suffire à nous faire comprendre que c'est toujours un certain type de milieu, et donc de conditions d'existence, qui engendre certains comportements. Qu'il ne s'agit pas d'une question de décisions individuelles de casser et de détruire, mais d'un conditionnement social qui pousse à agir de telle ou telle manière.

Je le dis : moi aussi, je suis attristé et je ressens de l'empathie lorsque je vois des commerçants en pleurs devant leur boutique détruite. Mais cette empathie ne doit pas faire écran à un questionnement plus profond sur ce que signifie cette violence. Comprendre pourquoi certains détruisent ne signifie pas nier la souffrance de ceux qui subissent les destructions. Cela signifie refuser de considérer cette souffrance comme une raison suffisante pour cesser de réfléchir, comme si la douleur des uns devait nécessairement nous rendre aveugles à celle des autres.

En quoi la souffrance et la violence sociale poussent-elles certains individus à n'avoir pour seul langage que la violence ? En quoi la paupérisation de la population française, la baisse des aides sociales, la destruction des services publics, l'abandon et la persécution des classes populaires par les gouvernements de Macron et ceux

qui ont précédé, ont-ils participé au fait que le cassage et le pillage deviennent pour certains la seule voie possible ?

Bien sûr, il y a d'autres facteurs, comme la masculinité – si les pillages étaient opérés par des hommes et des femmes, les actes de casse, eux, étaient presque exclusivement le fait d'hommes –, la culture ou l'éloge de la violence sur les réseaux sociaux, la fascination pour l'argent et la consommation. Mais la question resterait la même : pourquoi ces représentations, ces pratiques, ces manières de se comporter trouvent-elles un écho aussi favorable dans certains milieux sociaux plutôt que dans d'autres ? Pourquoi la violence prend-elle cette forme-là, chez ces individus-là, à ce moment-là ?

Un acte, une action, ce n'est jamais un individu qui décide seul. Un acte violent, ce n'est jamais un individu, ni même un groupe d'individus, qui se lèvent le matin et décident : *«Tiens, je vais faire quelque chose de violent aujourd'hui.»* Et quand bien même c'est en ces termes qu'ils penseraient, le principe de leurs actions se situerait au-delà d'eux-mêmes. Il faudrait encore expliquer pourquoi ils ont envie de détruire, pourquoi c'est cette manière d'agir qui leur semble accessible.

Perception désociologisante

Le jour où nous verrons des enfants des beaux quartiers, des étudiants de Sciences Po ou d'HEC, en chemises blanches et chaussures cirées, détruire des vitrines et piller des supermarchés, alors peut-être ce jour-là pourra-t-on commencer à croire aux théories de la responsabilité et de l'action individuelle. Mais tant que les mêmes comportements apparaîtront presque toujours chez les mêmes catégories de population, dans les mêmes territoires, chez les mêmes groupes d'hommes, il faudra bien admettre que quelque chose, dans l'organisation de notre société, rend ces comportements plus probables que d'autres.

Qui a droit à la sociologie et à la politique ? Si des lycéens manifestent et bloquent leurs lycées, alors nous dirons volontiers que le contexte et la situation les ont déterminés. Mais si ceux qui protestent en incendiant des bâtiments, en cassant des vitrines et en pillant des magasins sont des jeunes hommes ou des femmes des quartiers populaires, alors soudain, le raisonnement s'interrompt. Ils ne sont plus le produit d'une histoire, d'une classe sociale, d'un territoire, d'une éducation, d'un rapport à la police, à l'argent et à la consommation. Ils deviennent des individus sans causes, sans passé, sans déterminations. On leur attribue une volonté pure, une méchanceté presque naturelle.

Le problème de cette perception désociologisante des émeutiers est qu'elle nous empêche d'entendre la dimension sociale, expressive, politique de leur action. La question n'est pas morale : elle n'est pas de savoir si ce qu'ils font est bien ou non. Elle est politique : pourquoi le font-ils, et qu'est-ce que leurs actes racontent de l'état de la France et de la violence sociale aujourd'hui ? Qu'est-ce que ceux qui cassent

nous disent, parfois malgré eux, de l'abandon de certaines couches de la population, des vies réduites à l'exclusion et à la violence ?

Les événements qui se produisent en France ces derniers jours sont d'une complexité immense. Je ne prétends pas les comprendre ou les résoudre. Mais ce que je crois, c'est que nous ne devons pas fermer les yeux sur certaines questions d'une importance capitale pour saisir la colère si légitime qui agite le pays depuis plusieurs semaines.